

Haïti, sous les gravats, l'histoire

Autor(en): **Robert, Arnaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Tracés : bulletin technique de la Suisse romande**

Band (Jahr): **137 (2011)**

Heft 04: **Reconstruire I**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-144642>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Haïti, sous les gravats, l'histoire

Haïti, un an après. L'essentiel reste à faire. Dans une ville où presque tout ce qui disait le temps passé a été renversé, comment reconstruire? Premier bâtiment remis sur pied, déjà repeuplé par les commerçants, le Marché en fer d'un rouge ravivé contraste avec les décombres du Palais National.

La salle de banquet, dite salle des bustes, a été largement épargnée. Sur le sol, gît encore un gigantesque sapin de Noël dont les boules de verre n'ont pas souffert. Entre les colonnades d'un blanc cassé par la poussière, de grands anges en fer forgé attendent d'être retirés. Ici rien n'a changé, ou presque, sauf qu'il ne reste quasiment plus rien du mur de façade, dont de petits morceaux restent suspendus au-dessus du vide. Cinquante mètres carrés de béance. Au loin, dans le jardin présidentiel, le drapeau national haïtien claque fort.

L'accompagnatrice, chargée de la sécurité du chef de l'Etat, rechigne à pénétrer dans les ruines du Palais National. Il y a 18 mois, elle a dû courir vite, sur une terre houleuse, pour échapper aux débris qui ont pris plusieurs de ses collègues. « Je ne comprenais rien, mais j'ai trouvé la force de détaler. On ne sait jamais comment on réagira à un drame avant de le vivre. » Elle se faufille peu à peu, dans les traverses défoncées du Palais. Jusqu'aux anciens appartements du président René Préval. Il reste peu de choses. Un immense piano à queue, livré avant le séisme pour un concert du vieux cubain Bebo Valdés, abandonné là sans usage. Et puis des lettres, des dizaines de lettres, adressées à « Son Excellence René Garcia Préval ». Comme celle, brunie de suie, de cet étudiant qui supplie d'obtenir une bourse d'études, « aux Etats-Unis, Canada, la France, etc., car je vis dans une famille pauvre, très misérable, face à des problèmes socio-économiques. Aidez-moi à résister au grangou dans le ventre, qui m'ennuie depuis des années... »

Les vestiges de l'Etat

Les requêtes ne seront plus acheminées. Déjà, quelques ouvriers s'affairent à récupérer ce qui peut être de quelque valeur et démantibuler, fragment par fragment, les vestiges

de l'Etat haïtien. Car c'était une fierté. Palais détruit, puis reconstruit, depuis 207 ans d'indépendance, soumis aux bombes des contestataires, repeint cent fois d'un blanc laitieux, dans une cité où tout se salit. Le Palais avait 100 ans, dans sa version actuelle. Il ressemblait à ces monuments ambitieux d'un baroque latino-américain; il attestait jusqu'au 12 janvier 2010 d'une présence minimale, mais encore visible, d'un Etat et d'un gouvernement censés faire tourner ce tiers d'île caraïbe. Tout a changé. Les milliers de sans-abri ont envahi la place de la République, le Champ-de-Mars; leurs tentes portent le sceau indélébile des donateurs, jusqu'aux toilettes publiques en toile puante qui sont estampillées Action contre la Faim, République de Chine ou Unicef.





2



3

Fig. 1 : Palais National, piano à queue pour Bebo Valdés

Fig. 2 : Palais National

Fig. 3 : Camp de déplacés sur la Place Boyer, Pétiion-Ville

Fig. 4 : Marques apposées par l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN)

La place concentre les aléas d'un drame naturel et d'une reconstruction qui s'éternise. Le Premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive, dont le bureau est lui-même cerclé de tentes, ne se plaint pas du spectacle. « Les sans-abri se sont mis là, sur les places publiques, sous les statues de nos héros nationaux, de manière à ce qu'on ne puisse pas les oublier, même si on le souhaitait. » Voilà le plus effrayant : moins la misère, brutale, que la sédimentation. Pour qui a connu Port-au-Prince avant le séisme, les souvenirs de ces places sans toile ni ONG s'exhument difficilement. L'impression qu'ils ont toujours été là, ce million et demi de déplacés qui ont renforcé les pans fragiles de leur abri avec du contreplaqué. Qui ont tiré des fils électriques entre les couloirs, dessiné des échoppes de coiffeur, des cinémas, des bordels même, sur ces campements qui ne devaient pas être faits pour durer.

« Il reste la culture »

Le quotidien a repris le dessus – le choléra lui-même n'était qu'une péripétie en sus. Devant Notre-Dame de l'Assomption, la cathédrale qui n'est plus qu'une coquille vide d'un rose épuisé, les catholiques du dimanche ont pris l'habitude de prendre leur messe sous des chapiteaux fournis par Caritas. Des dizaines de fidèles sont assis sur une colline de ruines. L'encensoir brûle et le chœur chante, tout fonctionne. L'évêque Lafontant, dont le bureau fendillé est collé à une autre église détruite, ignore quels sont les projets de reconstruction pour les lieux de culte – la moitié des paroisses de la capitale a subi des dommages irréversibles. Il aimerait que le Pape vienne en Haïti pour donner l'élan d'une reprise en mains. Mais les chiffres ne plaident pas pour sa cause. Quand 250 000 personnes meurent en quelques secondes, qu'autant de blessés survivent avec peine et qu'un tiers de la population d'une capitale dort sous tente, la cause des monuments paraît perdue d'avance.

« Quand les murs tombent, il reste la culture », avait dit l'écrivain haïtien Dany Laferrière, quelques heures après le séisme. Il était allé voir le poète et peintre Frankétienne, dans son coffre-fort de béton sinistré, qui ne parlait que de sa pièce en cours. Sur la route, Laferrière était remercié pour son récent Prix Médicis par des lecteurs avides. Face à l'étrangeté de ces survivants qui se félicitaient encore d'un écrivain primé, les bibliophiles rétorquaient que c'étaient « deux choses différentes, d'un côté il y a le séisme, de l'autre il y a ton roman ». Inutile de dire que Haïti n'est pas seulement le chaos indicible, l'étouffoir déforesté que l'on décrit en général, depuis le tremblement de terre en particulier. Mais une nation dont la mémoire vive est celle d'un pays affranchi en 1804, juste après les Etats-Unis, d'une révolution d'escla-

ves qui a emporté l'armée française. Et cela se sent, dans la moindre anfractuosité de cette capitale mise à terre.

Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti, l'ancien gouverneur du Canada Michaëlle Jean n'en revient pas. Elle a fait ce matin un tour en hélicoptère du côté de Jacmel, très belle cité coloniale, passablement détruite, sur la côte sud. Elle a vu des musiciens qui continuaient de jouer, des cinéastes qui continuaient de filmer et, de retour à Croix-des-Bouquets, en banlieue de Port-au-Prince, elle a rencontré des sculpteurs qui continuaient de sculpter. « Ils n'ont aucun moyen. Ils fabriquent des fers forgés magnifiques. Ils travaillent à même le sol, et j'avais peur qu'ils s'écrasent un doigt. Nous voulons soutenir ces initiatives, mais il faut sortir de la logique de l'assistanat. Nous devons partir de ce qui marche, plutôt que de se focaliser sur ce qui patine. Il faut œuvrer sur la mémoire, la sauvegarde du patrimoine et la pulsion identitaire. » Dans une ville où presque tous les bâtiments publics ont souffert, où ce qui disait le temps passé a été renversé, l'essentiel reste à faire.

« Un jour, Haïti sera aussi beau qu'un tableau »

Il ne suffit pas, pourtant, de poser le bilan, ce que l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN) s'est efforcé



Fig. 5 : Panneaux solaires sur le toit du Marché en fer

Fig. 6 : Portail d'entrée du Marché en fer. Naguère destiné à une station de chemin de fer du Caire, il aurait été racheté à une manufacture française à la fin du 19^e siècle par le président d'Haïti de l'époque, Florvil Hippolyte.

Fig. 7 : Vue intérieure du Marché en fer



5



6

de faire depuis le 12 janvier. Partout, sur les maisons de bois dont la construction remonte parfois à plus d'un siècle, sur les églises, le Palais, certains ministères, l'Institut a apposé sa marque à des façades lézardées. Dans la plupart des cas, l'inscription n'a rien accéléré. Mais parfois, comme dans le cas de l'Eglise Sainte-Trinité, l'affaire progresse, notamment grâce au *Smithsonian Institute*. Ancien ministre de la culture, formé aux Etats-Unis à la conservation du patrimoine, Olsen Jean Julien demande aux restaurateurs de soulever la bâche bleue qui recouvre l'un des seuls pans de l'église qui ne se soit pas effondré. C'est une fresque, peinte dans les années 50, par un patriarche de la peinture haïtienne, Préfète Duffaut, 87 ans, qui continue de recouvrir de petites toiles fauves dans un quartier populaire de Port-au-Prince. La fresque est décollée délicatement, conservée, pour illustrer un futur lieu de culte. Pour Olsen, « tout est priorité dans ce pays. On nous reproche parfois de nous intéresser à des œuvres alors que les hommes ne mangent pas à leur faim; quand tout est détruit, nous avons besoin de points de repère et l'art en est un, assurément. »

Dans les émeutes qui ont suivi le premier tour des élections présidentielles, en novembre dernier, des manifestants ont incendié un mur de Pétionville, sur les contreforts de la capitale. Il était recouvert d'œuvres naïves, qui représentaient autant de scènes champêtres que de femmes onctueuses. Plusieurs dizaines de toiles ont volé en fumée. Pour les 4X4 des Haïtiens fortunés et des employés d'ONG, la galerie à ciel ouvert servait de passe-temps sur la route encombrée qui les mène chez eux. Les tableaux avaient aussi, dans la douceur de vie intemporelle à laquelle ils se référaient, quelque chose de performatif. Sur son chevalet, Préfète Duffaut le dit bien : « Je vous l'annonce, un jour, Haïti sera aussi beau que les tableaux de Préfète Duffaut. »

Très loin de là, sur la même route qui borde une mer sale, des femmes se querellent pour obtenir deux mètres d'étal afin de vendre du chocolat en boule ou des spaghettis importés. Le Marché en fer porte haut sa date de conception, 1889, et sa teinte d'un rouge ravivé. Le bâtiment – deux halles aux tournures orientalistes – est devenu malgré lui une sorte de rédemption dans cette reconstruction qui n'a pas commencé. Il est neuf. Et reproduit pièce par pièce l'ancien marché incendié – avec un supplément d'âme. Sur le toit pyramidal, des ouvriers américains posent des panneaux photovoltaïques. Une entreprise de Floride a remporté le contrat de trois cent mille dollars pour alimenter la zone en solaire. Toute l'entreprise a été financée entièrement par le milliardaire irlandais Denis O'Brien, propriétaire du groupe international *Digicel*, leader des télécommunications en Haïti.

Le coup est brillant. Il démontre à peu de frais la capacité de reconstruction rapide quand les fonds et les ambitions sont là. Il place bien cet acteur privé face aux attermolements de la communauté internationale, qui n'a pas débloqué encore la moitié des fonds promis pour les premiers 18 mois de la reconstruction.

Au onzième étage d'une tour parasismique de verre teinté, le PDG de *Digicel* ne manque pas de souligner la prouesse de sa compagnie. Belge de 36 ans, allure de gamin malin, Maarten Boute énumère les avantages d'un projet qui a coûté 16 millions de dollars. « Il s'agissait de donner les moyens à une large partie de l'économie réelle, celle des petits commerçants, de formaliser davantage leur emploi. Parallèlement, nous voulions culpabiliser le secteur privé et la communauté internationale. »

Installée à l'Hôtel Karibe, une enclave où le *Coca Light* est toujours glacé, la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haïti (CIRH) semble en être encore aux professions de foi. Bill Clinton, le co-président, laisse ses lunettes de lecture glisser lentement, au fil des interventions. « Nous n'existons pas pour nous substituer au gouvernement haïtien, mais pour le soutenir. » Sur les dépliants de la commission, l'image flamboyante du Marché en Fer de Port-au-Prince est utilisée comme le symbole d'un nouveau chapitre post-séisme. Et pourtant, l'institution internationale n'est pour rien dans la réalisation du bâtiment.

Retour à la légalité

Sur les mornes qui entourent l'hôtel, des enquêteurs gravissent des ruelles en escalier. Ils sont étudiants, gagnent 400 dollars par mois pour demander aux gens de quoi est faite leur vie. L'ONG française Architectes de l'Urgence a initié quelques semaines après le séisme un programme de recensement en vue d'établir un cadastre. Dans le quartier pilote de Bristout, près de 25 000 personnes devraient cohabiter sur quelques collines lavées par les eaux. Près de la moitié d'entre elles sont encore installées dans les camps provisoires qui bordent la zone. « Elles ont peur de rentrer à cause du béton. Mais elles veulent aussi profiter des distributions des ONG qui n'atteignent pas ces quartiers informels. » Il y a moins de vingt ans, rien de ces petites maisons de mauvais ciment n'existait. C'était une zone campagnarde que quelques agriculteurs alpinistes arpentaient parfois. Avec l'exode rural, Bristout a rejoint les centaines de quartiers qui n'appartiennent à aucun cadastre et vivent dans l'utopie de leur résistance face aux propriétaires légitimes.

Avec les communautés locales et des responsables coopératives, Architectes de l'Urgence a commencé par établir un



Port-au-Prince : mémoire et patrimoine

Un désastre sans précédent, celui qui a dévasté la capitale haïtienne le 12 janvier 2010 ? Ce n'est pas la première fois que Port-au-Prince est touchée par un séisme de pareille ampleur. Déjà en 1751, deux ans à peine après sa fondation par les colons français, la ville avait été réduite en poussière par deux séismes violents à quelques mois d'intervalle. Mais jamais il n'y avait eu 300 000 morts d'un seul coup, comme l'an dernier. Pour Haïti, c'est la plus grande hécatombe de son histoire.

Cependant, si la chronique scientifique a bien retenu la leçon de l'épisode sismique du 18^e siècle, il n'en est rien pour la mémoire populaire. Dans l'esprit des habitants, les cyclones et les incendies sont des aléas récurrents et plus immédiats que les tremblements de terre. On a donc systématiquement reconstruit en béton, et ceci dans des formes qui ne répondaient pas toujours à la haute vulnérabilité sismique du terrain. En janvier 2010, les Haïtiens ont été pris de court. En dépit des mises en garde par d'éminents géologues sur la possibilité d'un désastre, à peine un an avant la catastrophe, jamais on n'avait imaginé l'imminence d'un tel choc. Les mécanismes d'alerte qui auraient pu permettre de prévenir l'ampleur des dégâts n'ont pas fonctionné, et cela pour plusieurs raisons qui participent toutes de l'absence d'une culture du risque.

Certes, les autorités coloniales, à l'époque, avaient décrété l'interdiction de construire autrement qu'en matériaux légers, et imposé des normes de construction qui ont fini par donner de la période française une impression mitigée, faite de prudence architectonique et de pingrerie vétilleuse. Comparée à Santo Domingo, la capitale de la colonie espagnole, pourtant située sur la même île, Port-au-Prince faisait pâle figure. Ses maisons en bois étaient loin de pouvoir soutenir la comparaison avec les palais, les couvents et les églises tout en pierres taillées de la capitale dominicaine. Comme si les colons français avaient été moins enclins que leurs collègues espagnols à s'enraciner, leurs demeures n'avaient rien qui pût donner à croire qu'ils étaient là pour longtemps. D'ailleurs, ils s'empressaient de rentrer en métropole aussitôt fortune faite, et il faut se rendre à Bordeaux, à la Rochelle, à Nantes pour voir les belles façades des maisons des planteurs rentrés des îles. Le contraste est encore plus vif aujourd'hui entre les deux capitales dont l'une croît en hauteur et donne de plus en plus l'impression d'une verticalité tapageuse qui profite de la croissance de l'économie dominicaine, l'autre s'étale en largeur et donne le sentiment d'une atomisation urbaine suivie d'une dispersion sans ordre des éléments d'une urbanité disparue. Port-au-Prince est devenu un exemple de chaos urbain dans la Caraïbe, ce qui explique en grande partie le nombre élevé de morts et de disparus dans la catastrophe.

En effet, une ville mieux construite, avec des matériaux plus légers, adaptés à la sismicité élevée du terrain, aurait mieux résisté aux ondes de choc. Mais depuis sa fondation en 1749, la ville croît sur le mode de l'agrégation successive de faubourgs de plus en plus lointains qui se peuplent avant de se voir attribuer – avec parcimonie et sans garantie de suivi – les éléments d'une urbanité le plus souvent inaboutie. A croire que la culture haïtienne est foncièrement rurale, et que les habitants sont condamnés à reproduire en ville l'environnement indifféremment pauvre et déficient de leurs campagnes d'origine.

Et pourtant, un rapide tour d'horizon à travers les villes et villages du pays profond révèle l'existence d'un patrimoine architectural et esthétique dont il suffirait de recueillir les éléments les plus stables pour reconstruire une ville vraiment sûre. En effet, qu'il s'agisse du Cap-Haïtien, des Cayes, de Jérémie, de Petite Rivière de l'Artibonite ou de Jacmel, on se trouve en présence de cités qui ont un indéniable cachet. Par le choix des matériaux (bois à profusion), les détails du décor et l'ordonnement des rues, ce sont des lieux empreints d'une pensée à la fois civique et esthétique où transpire un sentiment d'entre-soi que les destructions massives et les reconstructions en béton de ces dernières décennies n'ont pas définitivement terni. A Port-au-Prince même, force est de remarquer que les maisons en bois du 19^e siècle, celles dont les façades en bois chantourné ont fait la renommée des quartiers de Bois-Verna et de Pacot, ont mieux résisté que les immeubles en béton, plus récents.

Reconstruire en bois de préférence et en respectant le cachet sans pareil des demeures les plus typiques de la capitale, serait donc un acte de reviviscence architecturale de bon aloi, si les autorités se donnaient la peine de faire valoir la beauté de ce qui fut, et de recommander des normes qui tiennent compte des divers aléas auxquels est soumise la capitale.

Jean Marie Théodat, géographe
Directeur Délégation Caraïbe de l'AUF, Port-au-Prince
jean-marie.theodat@auf.org

Fig. 8 : Membres de l'ONG française « Architectes de l'Urgence » en discussion avec une habitante

Fig. 9 : La secrétaire chargée de la transcription des vestiges du registre foncier

Fig. 10 : Volume du registre foncier retrouvé parmi les décombres

(Toutes les photos illustrant cet article ont été prises par Paolo Woods)



adressage. On a donné à ces ruelles de terre le nom d'anciens habitants glorieux et de saints adorés. Chaque maison a été numérotée. Et, grâce aux images de *Google Maps*, un plan établi. Depuis quelques semaines, les enquêteurs demandent aux familles de dresser l'historique de la maison dans laquelle ils vivent. Ils ont des noms d'anciens propriétaires qui ne viennent plus, de chefferies locales qui exigent des locations depuis des décennies; ils n'ont pour la plupart aucun papier qui justifie leur présence. La Mairie de Port-au-Prince a accepté la validité d'un témoignage, corroboré par deux voisins et un responsable communautaire. Première étape vers un retour à la légalité qui n'ira pas sans d'interminables conflits sur le foncier. Et le manque d'Etat en Haïti, la lenteur de la justice en particulier, ne facilite pas la préemption nécessaire pour des parcelles que personne n'a revendiquées depuis des décennies. En août dernier, des fonctionnaires avaient extrait du bâtiment de la Direction Générale des Impôts – quatre étages réduits à un amoncellement de gravats – les livres intacts des actes de propriété pour la capitale. Les grimoires, dont certains datent de 1826 et ont le papier grignoté par l'humidité, sont aujourd'hui retranscrits sur une machine à écrire antique par une seule secrétaire. Pour Robert Joseph, le directeur de l'institution en charge du cadastre, « permettre à nos citoyens de se sentir enfin légalement chez eux, c'est une mission ». Partout, du Palais National aux bidonvilles de la banlieue, le sentiment que le chemin ne se reprendra jamais à partir du début. Haïti n'est pas une table rase. Sous les gravats, l'histoire.

Arnaud Robert, journaliste
envoyé spécial en Haïti

